



Communiqué de Presse
Le 15 septembre 2022

Crise énergétique : sans soutien fort et clair, les structures gestionnaires du logement accompagné devront fermer leurs portes

À la fin de l'hiver dernier, l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (Unhaj) et l'Union professionnelle du Logement Accompagné (Unaf) se préoccupaient déjà des conséquences de la hausse des coûts de l'énergie sur le fonctionnement de ses structures adhérentes et demandait que soit engagée une réflexion sur le long terme.

Alors que la situation s'est dégradée et qu'une crise énergétique sans précédent menace l'ensemble des usagers, la Première ministre Elisabeth Borne vient d'annoncer un certain nombre de mesures visant à en limiter l'impact économique.

Pour faire face à la hausse des coûts, elle a notamment évoqué la mise en place de nouveaux « chèques énergies » exceptionnels en faveur des ménages les plus modestes. Eu égard à leur statut juridique contraint, les structures gestionnaires du logement accompagné demandent que, dans le cadre de l'aide « chèque énergie en résidence sociale », les dispositifs spécifiques d'exceptions puissent revenir *in fine* à ceux qui règlent les factures, via ce qui pourrait s'appeler un « chèque énergie structure ».

Les publics fragiles accueillis par ces résidences sociales - FJT se trouvent en effet protégés par un système de redevance, strictement encadré, qui inclut une part des charges liées au logement prises en compte de manière forfaitaire. Ainsi, le ménage logé ne connaît pas de variation du montant de la redevance dont il doit s'acquitter, ce qui n'est même pas le cas dans le logement locatif social « classique ».

Si l'Unhaj et l'Unaf sont soulagées de la prolongation du bouclier tarifaire sur le gaz au-delà du 31 décembre 2022 également annoncée, elles s'inquiètent de la hausse de 15% (au lieu de 4% grâce au bouclier actuel) que devront encaisser leurs adhérents. En effet ils renouvellent actuellement leurs contrats de fournitures et leur font état d'une envolée des tarifs (multiplication allant de 2 à 8), un contexte inédit face auquel ils se sentent particulièrement impuissants.

Par ailleurs, elles demandent l'ouverture du bouclier tarifaire sur l'électricité aux gestionnaires du logement accompagné qui n'en bénéficient pas actuellement, malgré les hausses très importantes des tarifs.

Ces mesures « boucliers » à préciser et à confirmer, indispensables dans l'urgence, restent une réponse ponctuelle et ne permettent pas d'assurer, sur le long terme, le modèle économique si particulier de la résidence sociale.

« Nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme en mars dernier, mais la crainte est cette fois réelle que certaines structures touchées par l'inflation ne passent pas l'hiver, s'alarme Claude Garcera, président de l'Unhaj. Leur fermeture aurait pour conséquence la mise à la rue de milliers de jeunes, quand bien même ces résidences sociales participent pleinement aux objectifs du Logement d'abord. Nous demandons donc à nouveau que des travaux structurels soient engagés au plus vite. Et nous appelons à un soutien d'urgence pour les structures qui en auraient besoin. »

« Le modèle économique du logement accompagné, mécaniquement intenable dans le temps, nécessite des réponses fortes de la part du Gouvernement, insiste Bertrand Declémy, président de l'Unafo. Nous avons des interlocuteurs qui ont compris nos contraintes, mais au-delà des mesures structurelles qui devront être mises en œuvre dans la prolongation des travaux en cours, nous attendons des réponses concrètes à très court terme sur la question de l'énergie. L'extension du bouclier tarifaire sur l'électricité notamment est impérieuse, pour permettre à nos adhérents de poursuivre leurs activités et donc leur contribution active à la politique du Logement d'abord. »

Contacts presse :

Unhaj - Alice Dekker - alice@alicedekker-rp.fr – 06 16 58 21 60

Unafo - Virginie Camelin – virginie.camelin@unafo.org – 06 67 29 01 94

L'Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes, c'est...

- 287 adhérents (associations et personnes morales) présents sur 801 sites, porteurs de projets Habitat Jeunes :
 - > Ils accueillent, informent et orientent les jeunes dans l'accès au logement autonome.
 - > Ils proposent 40 600 logements en collectif (de type Résidences sociales-FJT) ou en diffus et 4 700 logements mobilisés en médiation locative.
 - > Ils offrent un ensemble de services destinés à favoriser l'accès à l'emploi, à la santé, aux transports, aux loisirs...
- 200 000 jeunes accueillis chaque année

Habitat Jeunes, c'est...

- Une ambition : permettre à l'ensemble des jeunes de 16 à 30 ans, en situation de mobilité, de se poser, d'être chez eux, d'habiter quelque part, d'être parties prenantes des décisions qui les concernent, de s'enrichir des expériences des autres et de poursuivre leur route... Avec créativité, respect de la différence et solidarité.
- Un projet d'éducation populaire présent sur 801 sites
- Un objectif : la socialisation et l'émancipation des jeunes par l'habitat
- Une approche globale : Pour atteindre cet objectif, les acteurs Habitat Jeunes développent et agissent au travers d'outils et de leviers répondant aux besoins des jeunes et des territoires : Résidences Habitat Jeunes (FJT, Micro Résidences, Foyers soleils...), Services Habitat pour les Jeunes (CLLAJ et Services Logement), centres de formations, écoles de projet, couveuses d'activités...

www.habitatjeunes.org

L'Union professionnelle du logement accompagné, c'est...

L'Unafo est l'Union professionnelle du logement accompagné, présidée par Bertrand Declémy, également directeur général d'Aréli et dirigée par Arnaud de Broca. Elle rassemble les initiatives de 162 acteurs, qui gèrent près de 140 000 logements (résidences sociales, pensions de famille, résidences jeunes actifs, foyers de jeunes travailleurs et de travailleurs migrants) et qui permettent aux personnes en situation de précarité d'accéder à un logement et de s'y maintenir. L'Unafo représente ses adhérents, anime et structure le réseau, contribue à la professionnalisation du secteur, et s'implique dans l'évolution des politiques publiques du logement.

www.unafo.org